



ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
Demande de renseignements généraux

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca



ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
Demande de renseignements généraux

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

TABLE DES MATIÈRES

Question N°	Description	Page
Q-1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016.	1
Q-2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour, les coûts ventilés, etc.	2
Q-3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, nom des firmes retenues, etc.	3
Q-4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).	4
Q-5	La liste des dépenses en formation de communication.	5
Q-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.	6
Q-7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016.	7
Q-8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> .	8
Q-9	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.	9
Q-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016.	10
Q-11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 : la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement, le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale), le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants, le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé, une description de son mandat, la date de début de son contrat, la date prévue de fin de son contrat et sa rémunération annuelle.	11

Question N°	Description	Page
Q-12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.	12
Q-13	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, le mobilier de bureau, l'ameublement, la décoration et l'embellissement, etc.	13
Q-14	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.	14
Q-15	Les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation).	15
Q-16	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines, etc.	25
Q-17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux l'emplacement de la location, la superficie totale pour chaque espace loué, la superficie totale réellement occupée, etc.	26
Q-18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.	27
Q-19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016.	28
Q-20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.	29
Q-21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.	30
Q-22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	31
Q-23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en précisant la ou les raisons et en ventilant : par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.), prévisions pour 2016-2017 et par catégorie d'âge.	32

Question N°	Description	Page
Q-24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.	33
Q-25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement le coût de chacun, le fournisseur et la nature du service.	34
Q-26	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	37
Q-27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, etc.	38
Q-28	Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée.	43
Q-29	Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	44
Q-30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès, le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information, etc.	45
Q-31	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016.	46
Q-32	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation :	47
Q-33	La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	48
Q-34	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.	49

Question N°	Description	Page
Q-35	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.	50
Q-36	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.	51
Q-37	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.	52
Q-38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	53
Q-39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	54
Q-40	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	55
Q-41	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?	56
Q-42	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels?	57
Q-43	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	58
Q-44	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	59
Q-45	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	60

Question N°	Description	Page
Q-46	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	61
Q-47	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	62
Q-48	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	63
Q-49	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	64
Q-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	65
Q-51	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	66
Q-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	67
Q-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	68
Q-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	69
Q-55	Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> .	70
Q-56	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017, la dépense totale (opération et capital), les grands dossiers en cours, etc.	71
Q-57	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), la masse salariale et les indemnités de retraite, s'il y a lieu.	72
Q-58	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	73

Question N°	Description	Page
Q-59	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre du Plan de réduction des effectifs, du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État, etc.	74
Q-60	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.	75
Q-61	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun : le sujet, la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé, etc.	76
Q-62	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : la dépense totale relative au paiement des cotisations et la liste des associations, ordres ou corporations professionnels etc.	77

Sigles utilisés dans ce document :

ETC Équivalent temps complet
ISQ Institut de la statistique du Québec
MFQ Ministère des Finances du Québec
MRC Municipalités régionales de comté

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

2015-2016

N°	Date	Endroit	But du voyage	Personnes rencontrées	Coût (\$)		
					Transport	Autres frais de voyage	Total
1.	2015-04-29 au 2015-04-29	Ottawa (Ontario)	Collecte de données dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG)	Robert Leblanc, Costco	103,12	12,77	115,89
2.	2015-05-13 au 2015-05-14	Ottawa (Ontario)	Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique à Statistique Canada	Wayne Smith, statisticien en chef du Canada et autres gestionnaires de Statistique Canada; Coordonnateurs statistiques des autres provinces et territoires.	144,24	190,08	334,32
3.	2015-05-25 au 2015-05-28	Toronto (Ontario)	Collecte de données dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG)	Cam Sissnet, Banque TD; Pryia Mosur, Banque RBC; Will Lamond, Aon groupe Conseil.	459,13	816,99	1276,12
4.	2015-06-08 au 2015-06-09	Toronto (Ontario)	Collecte de données dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG)	Nicole Montpetit, Sun Life Canada; Pratibha Thadani-Macdonald, CIBC.	515,93	297,6	813,53
5.	2015-06-25 au 2015-06-25	Ottawa (Ontario)	Comité consultatif fédéral-provincial-territorial de la statistique des services à Statistique Canada	Daniela Ravindra et Fred Barzyk, Statistique Canada; Peter Woolford, Conseil canadien du commerce de détail; Arthur Berger, Banque du Canada; Jack B. Moody, Responsable du panel de discussion; Joanne Labrecque, Division du commerce de détail et des industries de service; John Lawson, Lawson Economics Research Inc.; Michael Wernerheim, Memorial University of Newfoundland; Barry Prentice, Division de la statistique de l'environnement, de l'énergie et des transports; Richard Simpson, Division de la statistique de l'investissement, des sciences et de la technologie Leah Marie Littlepage.	0	0	0
6.	2015-09-13 au 2015-09-16	Ottawa (Ontario)	Conseil de la statistique de l'état civil du Canada : - Finalisation des négociations pour les ententes de divulgation d'information de l'état civil - Partage des stratégies des organismes centraux sur des sujets politiques et légaux - Établissement d'orientations basées sur les données d'état civil requises et nécessaires - Explication des traitements de données 2nd à l'implantation du nouveau système de traitement - Appariement de fichiers et couplage de données sociales à Statistique Canada	Josée Dubé et Valérie Gaston, Statistique Canada; Alexandra Schmidt, Services Ontario; Jack Shewchuk, Vital Stats Agency / Ministry of Health, British Columbia; Mona Bichai, Vital Statistics and Personal Property Registry, Alberta; Coordonnateurs statistiques des autres provinces et territoires.	0	500,66	500,66
7.	2015-09-28 au 2015-09-29	Ottawa (Ontario)	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique sociale à Statistique Canada	Coordonnateurs statistiques des autres provinces et territoires	70,69	231,83	302,52
8.	2016-01-26 au 2016-01-28	Ottawa (Ontario)	Participation au Comité fédéral-provincial-territorial des comptes économiques	Michel Chevalier, Chef Statistique Canada; Emmanuel Manolikakis, directeur adjoint, Statistique Canada; Francis Lavoie, Chef, Statistique Canada; Autres présentateurs / spécialistes diver.	116,96	452,2	569,16

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18)*.

Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour, les coûts ventilés, etc. :

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, nom des firmes de publicité retenues, etc. :

Publicité, articles promotionnels et commandites

Type d'événement	Mode d'octroi	Fournisseur ou organisme bénéficiaire	But visé	2015-2016 Dépenses
Ne s'applique pas	Gré à gré	Annuaire Bell et Télébec	Bottins téléphoniques régionaux	3 800 \$
Ne s'applique pas	Gré à gré	Compro Communications	Message pour la mise en attente téléphonique	2 340 \$

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*.

Q-4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Conférences de presse

Aucune.

Événements médiatiques

Aucun.

Organisation d'événements

Diffusion des résultats du Rapport sur la rémunération des salariés. État et évolution comparés au 1200 McGill College, Montréal salle A-B, 5 ^e étage en visioconférence au 200 Chemin Ste-Foy, Québec Salle Zéphirin-Bérubé, 5 ^e étage, le 25 novembre 2015			
Nom du professionnel ou de la firme	But visé	Sommes dépensées en 2015-2016	Mode d'octroi
Presse Café	rafraîchissements	70,00 \$	Gré à gré
Centre de services partagés du Québec	Impression « Faits saillants Rémunération des salariés 2015 »	336,04 \$	Gré à gré

Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques organisé conjointement avec l'Institut de statistique de l'UNESCO, 9 au 11 mai 2016, HEC-Montréal			
Nom du professionnel ou de la firme	But visé	Sommes dépensées en 2015-2016	Mode d'octroi
Daisy Boustany	Planification de la logistique	3 500 \$	Gré à gré

Q-5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

Aucune.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

Fournisseur	Technologia
Firme de publicité ou de communications	Ne s'applique pas
Sommes dépensées en 2015-2016	125 \$
But visé	Réussir sa prise de parole en public et développer sa capacité à convaincre.

Fournisseur	Université Laval
Firme de publicité ou de communications	Ne s'applique pas
Sommes dépensées en 2015-2016	930 \$
But visé	Améliorer les compétences rédactionnelles en sensibilisant aux pièges stylistiques et aux astuces qui rendent les textes plus lisibles.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphes 22 et 23).
--

Q-6 La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23)*.

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016 :

N°	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat et résultat (rapport ou document final)	Coût (en \$)	Mode d'octroi
1	Boustany Daisy	Contribuer aux communications, ainsi que coordonner et réaliser la logistique liée à l'organisation du « Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques ».	9 750	Gré à gré
2	Cinémathèque Québécoise	Photos de la monographie « statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante ».	300	Gré à gré
3	Dionne Denis	Révision linguistique de différents documents pour l'Institut.	9 995	Gré à gré
4	Fex Madeleine	Révision linguistique de différents documents pour l'Institut.	9 995	Gré à gré
5	Groupe Voxco	Fourniture de services professionnels pour installation du logiciel Voxco.	3 150	Gré à gré
6	Lampron Micheline	Révision linguistique de différents documents pour l'Institut.	9 995	Gré à gré
7	Lawler James	Révision linguistique de différents documents pour l'Institut.	9 995	Gré à gré
8	Mialon Elly	Divers travaux de traduction et de révision linguistique pour l'Institut.	9 995	Gré à gré
9	Rodrigue Lucette	Entretien des cuisines dans les locaux du 1200, McGill.	4 000	Gré à gré
10	Sani-Fontaines Inc	Entretien de refroidisseurs d'eau.	2 301	Gré à gré
11	Société Bernet Inc.	Entretien ménager à l'Institut.	8 000	Gré à gré
12	Synnott Maude	Traduction et révision linguistique.	20 000	Gré à gré

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* :

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Q-9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme :

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Q-10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016 :

Ne s'applique pas.

Q-11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 : la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement, le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale), le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants, le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé, une description de son mandat, la date de début de son contrat, la date prévue de fin de son contrat et sa rémunération annuelle :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

Aucun.

Q-13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, le mobilier de bureau, l'ameublement, la décoration et l'embellissement, etc. :

Dépenses	Coûts (\$)
	2015-2016
Photocopies (incluant papier)	32 293
Mobilier de bureau et ameublement	0
Décoration et embellissement	0
Remboursement des frais de transport	23 731
Remboursement des frais d'hébergement	6 214
Remboursement des frais de repas	3 596
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes (25 ans de service et autres)	1 435
Distributeurs d'eau de source	0
Dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et sessions de perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	26 120
- à l'extérieur du Québec	0

Q-14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

Dépenses	2015-2016
Nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents	45 appareils : <ul style="list-style-type: none"> • 10 téléphones cellulaires 35 iPhones
Nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres)	Aucun
Nombre de téléavertisseurs	Aucun
Coûts d'acquisition des appareils	Aucun appareil acquis en 2015-2016
Coûts d'utilisation des appareils	16 475,69 \$ (incluant tous les frais tels les appels interurbains)
Coûts des contrats téléphoniques	13 863\$
Nom des fournisseurs	Centre de services partagés du Québec (Rogers et Bell)
Nombre de minutes utilisées	La facturation ne permet pas de comptabiliser les minutes.
Nombre d'ordinateurs portables	Aucun
Coûts des frais d'itinérance	30,03 \$ pour une trousse d'itinérance
Coûts de résiliation	20,00 \$ (1 iPhone en moins)

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)*.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 :

a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus, ainsi que 35 ans et moins;

2015-2016

Catégorie de personnel	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	0	0	16	88,89	2	11,11	0	0	18	100
Hommes de 35 ans et plus	7	9,33	55	73,33	12	16	1	1,33	75	100
Total - Hommes	7	7,53	71	76,34	14	15,05	1	1,08	93	100
Femmes de moins de 35 ans	0	0	23	69,70	10	30,30	0	0	33	100
Femmes de 35 ans et plus	8	6,02	75	56,39	50	37,59	0	0	133	100
Total - Femmes	8	4,82	98	59,04	60	36,14	0	0	166	100
SOUS-TOTAL : moins de 35 ans - Hommes et femmes	0	0	39	76,47	12	23,53	0	0	51	100
SOUS-TOTAL : 35 ans et plus - Hommes et femmes	15	7,21	130	62,5	62	29,81	1	0,48	208	100
TOTAL : Hommes et femmes par catégorie d'emploi	15	5,79	169	65,25	74	28,57	1	0,39	259	100
TOTAL : Hommes et femmes sur le total des effectifs	15	5,79	169	65,25	74	28,57	1	0,39	259	100
Personnes handicapées de moins de 35 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnes handicapées de 35 ans et plus	0	0	2	50	2	50	0	0	4	100
Total - Personnes handicapées	0	0	2	50	2	50	0	0	4	100
Communautés culturelles de moins de 35 ans	0	0	2	100	0	0	0	0	2	100
Communautés culturelles de 35 ans et plus	0	0	15	71,43	6	28,57	0	0	21	100
Total - Communautés culturelles	0	0	17	73,91	6	26,09	0	0	23	100
Anglophones de moins de 35 ans	0	0	1	100	0	0	0	0	1	100
Anglophones de 35 ans et plus	0	0	2	100	0	0	0	0	2	100
Total - Anglophones	0	0	3	100	0	0	0	0	3	100
Autochtones de moins de 35 ans	0	0	0	0	1	100	0	0	1	100
Autochtones de 35 ans et plus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total - Autochtones	0	0	0	0	1	100	0	0	1	100

N'inclut pas le directeur général ni les étudiants. Concernant les caractéristiques de la diversité, un employé peut se retrouver à deux endroits (par exemple : communauté culturelle et anglophone).

Ces informations proviennent du rapport SAGIR « Rapport sur les caractéristiques de la main-d'œuvre » au 30 mars 2016.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

2015-2016

Mois	Jours de congé de maladie	Heures de travail supplémentaire effectuées	Heures de travail supplémentaire compensées	Heures de travail supplémentaire payées	Jours de vacances
Cadres supérieurs					
Avril	2,5				20
Mai	2,5				52
Juin	2				38
Juillet	9				85
Août	3				106
Septembre	3,5				33,5
Octobre	10				5
Novembre	4				7,5
Décembre	7,5				39,5
Janvier	6,5				31
Février	6				7
Mars	6				16
Total	62,5				440,5
Professionnels					
Avril	152	137	110	27	131,5
Mai	187,5	87,38	83,87	3,51	176
Juin	155	63,99	63,99	0	296
Juillet	128	42,75	42,75	0	771,5
Août	133,5	7	7	0	1008,5
Septembre	179	25,90	25,90	0	196
Octobre	225	37	33,50	3,50	139
Novembre	184,5	33,5	33,50	0	74
Décembre	163,5	26,5	26,50	0	355,5
Janvier	154,5	8,5	8,5	0	126
Février	166,5	35,5	33,50	0	134,5
Mars	117	39,25	39,25	0	159
Total	1946	544,27	510,26	34,01	3567,5

Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 18 mars 2016.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel (suite) :
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); le coût moyen par employé, selon la classe de travail (suite) :
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (suite) :

2015-2016

Mois	Jours de congé de maladie	Heures de travail supplémentaire effectuées	Heures de travail supplémentaire compensées	Heures de travail supplémentaire payées	Jours de vacances
Fonctionnaires					
Avril	50,5	0	0	0	28,5
Mai	51,5	0	0	0	30
Juin	45,5	0	0	0	100
Juillet	37	8,33	8,33	0	370,5
Août	39,5	1,50	1,50	0	362,5
Septembre	79	3	3	0	46
Octobre	57,5	0	0	0	43,5
Novembre	57,5	7,25	7,25	0	28,5
Décembre	49	0	0	0	135
Janvier	57,5	7,66	7,66	0	58,5
Février	66,5	44,50	44,50	0	37
Mars	24,5	0	70	0	34,5
Total	615,5	72,24	72,24	0	1274,5
Ouvriers					
Avril	0	0	0	0	0
Mai	0	0	0	0	0
Juin	0	0	0	0	0
Juillet	0	0	0	0	0
Août	0	0	0	0	2,5
Septembre	0	0	0	0	0
Octobre	0	0	0	0	0
Novembre	0	0	0	0	0
Décembre	0	0	0	0	0
Janvier	0	0	0	0	0
Février	0	0	0	0	0
Mars	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	2,5

Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 18 mars 2016.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

2015-2016¹⁻²

Congés maladie	Nombre de personnes ayant :					Valeur estimée avec la part de l'employeur ³
	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	Total	
Cadres	2	5	5	3	15	
Professionnels	56	57	33	23	169	
Fonctionnaires	37	26	9	2	74	
Ouvrier	1	0	0	0	1	
TOTAL	96	88	47	28	259	3 473 633\$

1. Inclut les intervieweurs.
2. En date du 30 mars 2016.
3. Estimation au 31 mars 2016 avant le calcul de la valeur actualisée.

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

2015-2016¹⁻²

Jours de vacances	Nombre de personnes ayant :					Valeur estimée avec la part de l'employeur ³
	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	Total	
Cadres	6	8	1	0	15	
Professionnels	84	48	0	0	132	
Fonctionnaires	43	24	0	0	67	
Ouvrier	1	0	0	0	1	
TOTAL	134	80	1	0	215	1 903 562\$

1. Inclut le directeur général et les intervieweurs.
2. En date du 30 mars 2016.
3. Estimation au 31 mars 2016.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

Valeur estimée avec la part de l'employeur

Réserve	2014-2015 ¹	2013-2014 ²
Congés de maladie	4 393 740 \$	3 452 264 \$
Jours de vacances	2 243 729 \$	2 164 403 \$
Total	6 637 469 \$	5 616 667 \$

1. Réel au 31 mars 2015.

2. Réel au 31 mars 2014.

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

2015-2016

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :

2015-2016

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

2015-2016

Catégorie de personnel	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Québec										
Réguliers	13	81,25	101	74,26	36	78,26	0	0	151	75,88
Montréal										
Réguliers	3	18,76	35	25,55	10	21,74	0	0	48	24,12
Sous-total des postes par catégorie	16	100	136	100	45	100	0	0	197	100
Total sur l'ensemble des postes	16	8,12	136	69,04	45	22,84	0	0	197	100

Ces informations proviennent d'une extraction de SAGIP en date du 21 mars 2016 au 30 mars 2016.

2014-2015¹

Catégorie de personnel Postes réguliers 2013-2014 ²	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Québec										
Réguliers	16	84,21	100	72,46	36	80,00	1	100,00	153	75,37
Montréal										
Réguliers	3	15,79	38	27,54	9	20,00	0	0	50	24,63
Sous-total des postes par catégorie	19	100,00	138	100,00	45	100,00	1	100,00	203	100,00
Total sur l'ensemble des postes	19	9,36	138	67,98	45	22,17	1	0,49	203	100,00

1. N'inclut pas le DG.

2. Inclut les postes vacants.

Ces informations proviennent du rapport de SAGIR « Rapport sur les caractéristiques de la main d'œuvre » au 31 mars 2015

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) (suite) :
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) (suite) :

2013-2014¹

Catégorie de personnel Postes réguliers 2012-2013 ²	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Québec										
Réguliers	16	84,21	100	74,43	44	83,02	1	100,00	161	73,59
Montréal										
Réguliers	3	15,68	40	28,57	9	16,98	0	0	52	24,41
Sous-total des postes par catégorie	19	100,00	140	100,00	53	100	1	100,00	213	100,00
Total sur l'ensemble des postes	19	8,92	140	65,73	53	24,88	1	0,47	213	100,00

1. N'inclut pas le DG.

2. Inclut les postes vacants.

Ces informations proviennent du rapport de SAGIR « Rapport sur les caractéristiques de la main d'œuvre » au 31 mars 2014.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

2015-2016

Catégorie de personnel	Professionnels avec poste expert		Professionnels avec poste émérite		Professionnels avec prime de protection		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	14	42,42	0	0	0	0	14	42,42
Femmes	19	57,58	0	0	0	0	19	57,58
SOUS-TOTAL par complexité	33	100	0	0	0	0	33	100
TOTAL	33	100	0	0	0	0	33	100

Ces informations proviennent du rapport de SAGIR « Rapport sur les caractéristiques de la main d'œuvre » au 31 mars 2016.

2014-2015

Catégorie de personnel	Professionnels avec poste expert		Professionnels avec poste émérite		Professionnels avec prime de protection		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	12	36,36	1	100,00	0	0	13	38,24
Femmes	21	63,64	0	0	0	0	21	61,76
SOUS-TOTAL par complexité	33	100,00	1	100,00	0	0	34	100,00
TOTAL	33	97,06	1	2,94	0	0	34	100,00

Ces informations proviennent du rapport de SAGIR « Rapport sur les caractéristiques de la main d'œuvre » au 31 mars 2015.

2013-2014

Catégorie de personnel	Professionnels avec poste expert		Professionnels avec poste émérite		Professionnels avec prime de protection		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	11	34,38	1	100,00	0	0	12	36,36
Femmes	21	65,62	0	0	0	0	21	63,64
SOUS-TOTAL par complexité	32	100,00	1	100,00	0	0	33	100,00
TOTAL	32	96,97	1	3,03	0	0	33	100,00

Ces informations proviennent du rapport de SAGIR « Rapport sur les caractéristiques de la main d'œuvre » au 31 mars 2014.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

2015-2016¹

Catégorie de personnel	Professionnels		Fonctionnaires		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	0	0	0	0	0	0
Femmes	0	0	1 ²	100	1	100
Total	0	0	1²	100	1	100

1. Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 30 mars 2016.
2. Emplois qui ont un horaire majoré.

2014-2015¹

Catégorie de personnel	Professionnels		Fonctionnaires		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	1 ²	50,00	0	0,00	1	33,33
Femmes	1 ²	50,00	1 ²	100,00	2	66,67
Total	2	100,00	1	100,00	3	100,00

1. Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 31 mars 2015.
2. Emplois qui ont un horaire majoré.

2013-2014¹

Catégorie de personnel	Professionnels		Fonctionnaires		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Femmes	0	0,00	2 ²	100,00	2	100,00
Total	0	0,00	2	100,00	2	100,00

1. Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 31 mars 2014.
2. Emplois qui ont un horaire majoré

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 (suite) :

- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- o) le nombre d'employés permanents et temporaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-16 Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :

Aucun.

- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées :

2017-2018¹

Aucun.

1. Prévisions au 31 mars 2016.

2016-2017¹⁻²

Départs à la retraite prévus	Indemnité de retraite
3	0

1. Prévisions au 31 mars 2016.
2. Aucune indemnité de retraite.

- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :

2015-2016

Aucun.

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux l'emplacement de la location, la superficie totale pour chaque espace loué, la superficie totale réellement occupée, etc. :

Liste des ententes d'occupation		
	Québec	Montréal
Adresse des bureaux	200, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1R 5T4	1200, av. McGill College Montréal (Québec) H3B 4J8
Coût annuel global de location	1 756 761 \$	
Superficie louée	6 583 m ²	2 040 m ²
Propriétaire de l'espace loué	Whiterock	SITQ Montréal inc. (Busac)
Durée du bail	15 ans	5 ans
Coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2015	0,00\$	0,00\$

Note 1 :

La Société québécoise des infrastructures (SQI) est signataire des baux à Québec et à Montréal.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)*.

Q-18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés :

Aucun

**Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
durant l'année 2015-2016 :**

Ne s'applique pas.

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

Ne s'applique pas.

Q-21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

2 cadres.

Q-22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-23 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en précisant la ou les raisons et en ventilant : par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.), prévisions pour 2016-2017 et par catégorie d'âge :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-24 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres :

Aucun.

Q-25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement le coût de chacun, le fournisseur et la nature du service :

2015-2016

Fournisseur	Titre	Coût (\$)
Données		
Statistique Canada	Collection de fichiers des microdonnées à grande diffusion	5 000
Statistique Canada	Accès CANSIM (remboursé par le MFQ)	2 000
Statistique Canada	Statistiques financières des entreprises	200
Statistique Canada	Données du commerce international 2015	10 961
Thomson Reuters	VC Reporter IB Private Equity Module (Thomson One)	8 988
SNL Metal and mining (Intierra)	Base de données annuelle (KNC)	25 537
Statistique Canada	Rapport dépense économique (RDE) Mesure faible revenu (MFR) (alimente section du site profil régions et MRC)	3 645
Nielsen Media Research	<ul style="list-style-type: none"> • Soundscan • Videoscan 	17 381 5150
total	Achat de données	78 862
Revues, journaux, Internet, etc.		
Bibliothèque et Archives nationales de Québec	À rayons ouverts : bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec	Gratuit
Édition Yvon Blais	Accès à l'information (mises à jour)	347
Communications Demo-Cision	Communications Demo : revue de presse quotidienne	10 271
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	CSPQ (accès-acquisition)	500
Les Éditions Rogers limitée	Avantages : le magazine de la gestion des caisses de retraite et des avantages sociaux au Québec	Gratuit
L'actualité	L'actualité	39
PowerShift Communication inc.	Benefits and pensions monitor	155
Le Devoir	Le Devoir (en ligne)	185
Le Courrier Parlementaire	Le Courrier Parlementaire	1 381
The Royal Bank of Canada	Econoscope – The Royal Bank of Canada	Gratuit
Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)	Expertise	Gratuit
International Monetary Fund	F&D Finance and Development	Gratuit
The Institute of Internal Auditors	Internal Auditor	Gratuit
The Economist	The Economist	150
Gestion : revue international de gestion	Revue Gestion	85
International Monetary Fund	International Financial Statistics (CD-ROM)	408
Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES)	IRDES – Eco-Santé France (en ligne)	Gratuit

Q-25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016 (suite) :

Fournisseur	Titre	Coût (\$)
Curateur public du Québec	Le point : le bulletin destiné aux collaborateurs des établissements et des résidences en santé et de services sociaux	Gratuit
Les producteurs de lait du Québec	Le producteur de lait québécois	Gratuit
Société statistique du Canada (SSC)	Liaison SSC : Bulletin de la société statistique du Canada	Gratuit
Les éditions Wilson & Lafleur	Lois du travail	66
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	Monde ouvrier	Gratuit
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)	Nouvelles CSQ	Gratuit
Fédération des producteurs d'agneaux et moutons du Québec	Ovin-Québec	20
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	Perspectives CSN	Gratuit
Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés	Points de Repère	Gratuit
Institut national d'études démographiques (INED)	Population	138
Association Population & Avenir	Population & Avenir	60
John Wiley & Sons inc.	Population & Development Review	350
Société française de santé publique, Caisse nationale de l'Assurance maladie	Pratiques et organisation des soins	Gratuit
Commission de la santé et de la sécurité du travail	Prévention au travail	Gratuit
Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES)	Questions d'économie de la santé - IRDES	Gratuit
Qui fait quoi inc.	Qui fait quoi? (publication d'informations concernant les industries de la culture et des communications)	500
Banque du Canada	Rapport sur la politique monétaire	Gratuit
Fonds de recherche du Québec – Santé (FRQS)	Recherche en santé	Gratuit
Banque du Canada	Revue du système financier	Gratuit
McMullin publishers Ltd	Tarif des douanes – Mise à jour (Notes explicatives)	46
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Bulletin de l'Observatoire international sur la santé et les services sociaux	Gratuit
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Bulletin du Réseau sur le vieillissement et les changements démographiques (en ligne)	Gratuit
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Bulletin d'information de l'ÉNAP	Gratuit
Société canadienne du cancer – Division du Québec	Info-tabac.ca (en ligne et papier)	Gratuit
Institut universitaire de gériatrie de Montréal	Infolettre	Gratuit

Q-25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016 (suite) :

Fournisseur	Titre	Coût (\$)
Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES)	IRDES - Eco-Santé France (en ligne)	Gratuit
Curateur public du Québec	Le point : le bulletin destiné aux collaborateurs des établissements et des résidences de santé et de services sociaux	Gratuit
Institut du développement et de la santé des enfants et des adolescents (IDSEA)	Nouvelles de l'IDSEA	Gratuit
Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES)	Questions d'économie de la santé - IRDES	Gratuit
Fonds de recherche du Québec - Santé (FRQS)	Recherche en santé	Gratuit
Université du Québec, École nationale d'administration publique (ENAP)	Télescope – Observatoire de l'administration publique	Gratuit
Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES)	Vient de paraître à l'IRDES (en ligne)	Gratuit
Total	Revue, journaux, internet, etc.	14 701

Q-26 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre :

Aucun.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, etc. :

Site de l'ISQ (www.stat.gouv.qc.ca) depuis 1999

1. Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisation à l'interne par une analyste en informatique.

2. Coûts de construction du site :

0,8 effectif à temps complet professionnel (analyste en informatique) : 40 658 \$.

3. Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2015-2016 :

Ressources humaines :

 Professionnel : 75 902 \$

 Technicien : 43 585 \$

Coûts directs : 1 931 \$

TOTAL : 121 418 \$

4. Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Aucun

5. Fréquence mensuelle de visites en 2015-2016 :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

6. Fréquence moyenne de mise à jour en 2015-2016 :

Quotidienne.

7. Responsable du contenu sur le site :

Directeur des communications.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, etc. (suite) :

Site de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ) (www.jesuisjeserai.stat.gouv.qc.ca) depuis 2005

1. Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

Conception à l'interne par la Direction des communications et la Direction des services informationnels et technologiques à partir des directives (contenu) de l'équipe ÉLDEQ et à partir de matériel infographique qui avait été développé antérieurement par la firme Bleu Outremer dans le cadre d'un contrat de renouvellement de l'image, du slogan et du logo de l'ÉLDEQ.

2. Coûts de construction du site :

4 800 \$.

3. Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2015-2016 :

Ressources humaines : 3 173\$

Coûts directs : 0\$

TOTAL : 3 173\$

4. Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Aucun

5. Fréquence mensuelle de visites en 2015-2016 :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

6. Fréquence moyenne de mise à jour en 2015-2016 :

Environ une par deux mois et quelques demandes périodiques liées à des activités de collecte ou à la diffusion de publications.

7. Responsable du contenu sur le site :

Une professionnelle de l'équipe de l'ÉLDEQ.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, etc. (suite) :

Site de l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM) (www.eqdem.stat.gouv.qc.ca) depuis novembre 2011

1. Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

Conception à l'interne par la Direction des communications et la Direction des services informationnels et technologiques à partir des directives (contenu) de l'équipe de l'EQDEM et à partir de matériel infographique qui avait été développé antérieurement par la firme Factorie l'agence dans le cadre de création d'un visuel pour l'enquête.

2. Coûts de construction du site :

11 658 \$ en 2010-2011.

3. Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2015-2016 :

Ressources humaines : 0 \$

Coûts directs : 0 \$

TOTAL : 0 \$

4. Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Ne s'applique pas.

5. Nombre de visites en 2015-2016 :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

6. Fréquence moyenne de mise à jour en 2015-2016 :

Aucune.

7. Responsable du contenu sur le site :

La chargée de projet de l'EQDEM.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, etc. (suite) :

Site de l'Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs (Grandir en qualité) (www.grandirenqualite.gouv.qc.ca) depuis août 2013

1. Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

Conception à l'interne par la Direction des communications et la Direction des services informationnels et technologiques à partir des directives (contenu) de l'équipe de Grandir et à partir de matériel infographique qui avait été développé antérieurement par Diane Girard, graphiste.

2. Coûts de construction du site :

5 187 \$ en 2013-2014.

3. Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2015-2016 :

Ressources humaines :	485 \$
Coûts directs :	430 \$
TOTAL :	915 \$

4. Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Ne s'applique pas.

5. Nombre de visites en 2015-2016 :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

6. Fréquence moyenne de mise à jour en 2015-2016 :

1 fois – Automne 2015

7. Responsable du contenu sur le site :

Coordonnateur de l'équipe Grandir en qualité.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, etc. (suite) :

Site de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) (www.bdso.gouv.qc.ca) depuis 2003

La Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) regroupe 28 ministères et organismes producteurs de statistiques officielles au Québec, dont l'Institut de la statistique du Québec (Institut) qui est mandataire du projet.

1. Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Réalisation externe : Oracle, Telus, Korem
Réalisation à l'interne : Direction des services informationnels et technologiques (DSIT)

2. Coûts de construction du site

Développement et réalisation : 4,7 M\$

- 50 % assumé par l'Institut.
- 50 % financé par le Conseil du trésor, grâce au Fonds d'incitation au partenariat interministériel.

3. Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant la traduction) 2015-2016

Ressources humaines :	Informatique	Pilotage
Professionnels :	58 359 \$	188 070 \$
Technicien :	11 361 \$	17 009 \$
Étudiant :		
Coûts directs :		
Autres dépenses :	0 \$	430 \$
TOTAL :	69 719 \$	205 510 \$
GRAND TOTAL :	275 230 \$	

4. Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2015-2016

Aucun

5. Fréquence mensuelle de visites en 2015-2016

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

6. Fréquence moyenne de mise à jour en 2015-2016

Quotidienne, selon le calendrier de mises à jour des données et celui d'intégration des nouvelles données.

7. Responsable du contenu sur le site

Directrice des services informationnels et technologiques.

Q-28 Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

Aucune.

Q-29 Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés :

Ne s'applique pas.

Q-30 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès, le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information, etc. :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **rapport annuel 2015-2016** des ministères et organismes.

Q-31 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :

Ne s'applique pas.

Q-32 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-33 La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

Q-34 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-35 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017 :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **rapport annuel 2015-2016** des ministères et organismes.

Q-36 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-37 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement :

2015-2016

Nom de la firme	Nature	Paiements reçus (en \$)
		2015-2016
Agence de développement économique du Canada	Réalisation d'un échantillonnage pour le Québec dans l'enquête sur les technologies de pointe.	11 497 Avril 2015
Agence de développement économique du Canada	Livraison des données de 2003 à 2014 sur le nombre d'unités d'évaluation des immeubles industriels et commerciaux pour 102 municipalités régionales de comté.	304 Septembre 2015
Agence de développement économique du Canada	Mesure des exportations québécoises sur une base de valeur ajoutée à l'aide du modèle intersectoriel du Québec.	16 053 Février 2016
Comité permanent du patrimoine canadien	Remboursement du transport et de l'hébergement de 2 participants à l'examen de l'industrie canadienne de la musique.	
Communauté métropolitaine de Québec	Production des perspectives de population et de ménages pour les municipalités de la communauté métropolitaine de Québec pour la période 2011-2041.	10 436 Juillet 2015
Emploi et Développement social Canada	Inscription au 2 ^e Colloque – Qualité de l'emploi.	
Industrie Canada	Inscription au 2 ^e Colloque – Qualité de l'emploi.	
Industrie Canada	Enquête sur les technologies de pointe.	22 995 Mai 2015
Statistique Canada	Registre des événements démographiques : formulaires et CD numérisés.	135 369 Toute l'année
Ville de Québec	Projection de la population et de ménages privés.	6 773 Septembre 2015
Ville de Québec - Office du Tourisme et des Congrès de Québec	Collecte, production, intégration et diffusion d'informations statistiques sur le marché hôtelier de la région touristique de Québec.	40 155 Mai 2015

Note :

Ces sommes ont été reçues à titre de paiement pour services rendus dans le cadre d'ententes signées pour la production de documents ou d'études statistiques. Il s'agit ici de revenus autonomes pour l'ISQ.

Ces sommes incluent les taxes.

Q-38 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis :

Aucune prime n'a été octroyée.

Q-39 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat :

Aucune.

Q-40 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-41 Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

Il n'y a aucun cadre, dirigeant ou sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Q-42 Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels?

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

Q-43 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes :

Ne s'applique pas.

Q-44 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-45 Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-46 Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-47 Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-48 Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Q-49 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Q-50 Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Q-51 Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime)

Q-52 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert).

Q-53 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

Q-54 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Q-55 Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir :

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca> .

Q-56 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :

a) la dépense totale (opération et capital);

Pour l'Institut, les informations disponibles proviennent :

- Années 2013-2014 et 2014-2015 : du *Bilan annuel des réalisations en ressources informationnelles* (BARRI) pour chacune de ces années.
- Année 2015-2016 : de la *Programmation annuelle en ressources informationnelles* (PARI) 2014-2015.
- Année 2016-2017 : de la *Planification triennale des projets et des activités en ressources informationnelles* (PTPARI).

**Sommes dépensées (en milliers de dollars)
Prévisions 2015-2016**

Dépense totale (opération et capital)	Rémunération des employés en TI	Nombre d'employés en TI (ETC)	Consultants externes
3 930,0	2 300,0	29,0	200,0

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

Q-57 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

a) la masse salariale

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu

Aucune.

Q-58 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme :

Veillez référer aux réponses des sous-questions c) et f) de la question 15.

Q-59 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-60 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable :

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Q-61 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-62 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

a. La dépense totale relative au paiement des cotisations :

2014-2015 : 5 545,08\$ pour 18 employés

2015-2016 au 29 février: 4 830,32\$ pour 14 employés

b. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :

2014-2015 :

Association de la sécurité de l'information

Association des statisticiens et statisticiennes du Québec

Association du personnel de soutien administratif du Québec

Barreau du Québec

Chambre des notaires du Québec

Commissaire assermentation

ORAGEC

Ordre des comptables professionnels agréés

Société canadienne pour l'économie écologique

Société québécoise d'évaluation de programme

Society of actuaries

2015-2016 au 29 février 2016:

Association de la sécurité de l'information

Association des statisticiens et statisticiennes du Québec

Barreau du Québec

Chambre des notaires du Québec

Commissaire assermentation

ORAGEC

Society of actuaries

Association de la sécurité de l'information

Association des statisticiens et statisticiennes du Québec